



TCL

Lundi 5 février 2024

Paysans, salariés du public et du privé :

C'est aux capitalistes et à leurs représentants qu'il faut s'en prendre !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages. Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables empires de l'agrobusiness, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril – les huiles Lesieur, Iso4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes !

La colère paysanne a ravivé la colère ouvrière

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1er février. Pour sûr que les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant le tri social et l'encasernement de la jeunesse, avec les « groupes de

niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée. Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement – ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions !

Pour un mouvement d'ensemble !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. **Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.**

Faut se bouger !

Plus les semaines passent, plus le ras-le-bol se fait sentir. Les difficultés rencontrées au quotidien, la paye toujours plus insuffisante... Et ce ne sont pas les augmentations, récentes ou à venir, des mutuelles (8,1% en moyenne prévue en 2024), du gaz (5,5% en juillet) et de l'électricité (10% en février) qui vont nous redonner le sourire !

Aux TCL, beaucoup d'entre nous se disent prêts à en découdre avec la direction, pour lui faire lâcher une augmentation de salaire digne de ce nom. Des préavis de grève existent, d'autres sont déposés à l'approche des négociations annuelles. Mais les questions sont nombreuses : quels moyens d'action, comment s'adresser à tous les collègues, comment entraîner les hésitants, comment mobiliser sur tout le réseau ? Plus nous serons nombreux à vouloir y répondre par l'action et dans l'unité, plus nous mettrons les chances de notre côté !

Une chose est sûre : notre force ne viendra que de notre nombre, de notre détermination, et de notre capacité à nous organiser !

Inintéressant

Le montant de la prime d'intéressement a fuité et, pour la deuxième année consécutive, il est en baisse : 280€ pour un salarié présent toute l'année.

Cette prime, c'est un peu le casino, mais sans jackpot. D'autant plus que son calcul dépend d'une ligne comptable, le résultat d'exploitation courant, qui est inversement proportionnel à notre salaire : pile, Keolis gagne, face, on perd.

Il faudrait, au contraire, que notre salaire soit suffisant pour vivre. Lui, au moins, ne fluctue pas d'une année sur l'autre, ou alors, c'est qu'il augmente !

Fort Bonnevey

Samedi dernier, au petit matin, les CR tournant sur Bnv ont trouvé la porte de la salle conducteurs fermée, impossible à ouvrir avec les cartes de circulation. La clé ? Impossible à trouver !

Pendant de longues heures pas moyen d'aller aux toilettes, de se prendre un café ou de se mettre à l'écart de l'exploitation entre collègues pendant quelques minutes.

Au bout de 7h, Passe-partout a fini par trouver la précieuse clé, mais l'histoire ne dit pas après quelle épreuve dangereuse ou quelle énigme du père Fouras.

Malheureusement aucune pièce d'or à l'intérieur...

Une aventure pas si drôle en fait.

Nos empoches sont vides

Dans le cadre du passage à la nouvelle billettique, Keolis demande la restitution des empoches actuelles. 414,50€ à sortir pour le 14 février... Cette année, la Saint-Valentin s'annonce très chaude !

Keolis Pacino

La campagne de parrainage se poursuit, mais la prime associée baisse de 750€ à 500€ bruts. Reste à payer les parrains et marraines qui n'en ont pas tous vu la couleur.

Optibus Prime

Nos collègues d'Optibus, filiale de Keolis pour le transport de PMR, sont en pleines NAO.

Sur le papier, la direction leur propose 5,5%. Mais dans la réalité, cette enveloppe comprend des augmentations que les conducteurs auraient de toute façon touchées. En l'occurrence, leur taux horaire est tellement en dessous des minimums prévus par leur convention collective, celle du transport routier de voyageurs, qu'au final, ils n'auront pas beaucoup plus d'1% supplémentaire... Contre notre Mega(pa)tron commun et ses coups bas, on aurait bien intérêt à se battre tous ensemble pour des salaires décents !

Qui s'y frotte s'y pique

Mardi 6 février, veille de l'ouverture des négociations annuelles, la direction de Keolis Porte des Alpes a convoqué le délégué syndical CGT en entretien disciplinaire. Sous un faux prétexte, la direction cherche à intimider un militant combattif qui avait fait grève l'an dernier avec ses collègues et qui avait arraché 100€ d'augmentation par mois. Mais la pression, elle va dans les deux sens. C'est pourquoi un rassemblement déterminé de plus de trente personnes, salariés de l'entreprise comme militants du Nord Isère, a eu lieu pour soutenir ce camarade et pour dire stop aux intimidations des travailleurs qui luttent.

LE GOUVERNEMENT ABANDONNE LA LUTTE CONTRE LES PESTICIDES. LA FNSEA APPELLE À SUSPENDRE LES BLOCAGES

